

EDUCATION STATISTICS **BULLETIN** DES STATISTIQUES DE L'ÉDUCATION

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
SEP 5 1989
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Price: Canada, \$4.70/\$47.00
Other Countries, \$5.60/\$56.00

Vol. 11, No. 3

Federal Expenditures¹ in Support of Education and Training, 1982-83 to 1988-89²

Highlights

- Federal spending in support of education and training reached \$6.7 billion in 1988-89. The lowest year-over-year increases on record were posted in the last two years, 1.8% in 1988-89 and 1.6% in 1987-88. By comparison, overall federal government spending³ (excluding debt charges) rose 3.6% and 7.6% respectively.
- As a percentage of Canada's Gross Domestic Product, federal expenditures on education and training declined slightly during the last two years from 1.3% in 1986-87 to 1.1% in 1988-89.
- After having reached a peak of 7.3% in 1985-86, the proportion of the federal budget³ allocated to education and training slipped annually thereafter, to 6.7% in 1988-89.
- Federal support for education goes primarily to the provinces and territories (49.1%) followed by educational institutions (13%), individuals (12.8%) and private enterprises (11.3%). However, during the period from 1984-85 to 1988-89, the portion going to provinces and territories shrunk from a high of 56.0% to a low of 47.0% in 1987-88; but this ratio recovered slightly the subsequent year, to 49.1%.

See footnote(s) at end of Text.

August 1989

Extracts from this publication may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction of this publication in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires written permission from the Programs and Publishing Products Group, Acting Permissions Officer, Crown Copyright Administration, Canadian Government Publishing Centre, Ottawa, Canada K1A 0S9.

Prix: Canada, \$4.70/\$47.00
Autres pays, \$5.60/\$56.00

Vol. 11, no 3

Dépenses du gouvernement fédéral¹ au titre de l'éducation et de la formation, 1982-83 à 1988-89²

Faits saillants

- En 1988-89, les dépenses du gouvernement fédéral en matière d'éducation et de formation ont été de \$6.7 milliards. Les augmentations annuelles les plus faibles notées jusqu'à présent ont été enregistrées au cours des deux dernières années, soit 1.8 % en 1988-89 et 1.6 % en 1987-88. En comparaison, l'ensemble des dépenses³ du gouvernement fédéral (excluant les intérêts sur la dette) a augmenté de 3.6 % et de 7.6 % respectivement.
- En proportion du Produit intérieur brut, les dépenses fédérales en matière d'éducation et de formation ont légèrement diminué au cours de deux dernières années, passant de 1.3 % en 1986-87 à 1.1 % en 1988-89.
- Après avoir atteint un sommet de 7.3 % en 1985-86, la proportion du budget fédéral³ consacrée à l'éducation et à la formation n'a ensuite cessé de diminuer chaque année pour atteindre 6.7 % en 1988-89.
- L'aide fédérale en matière d'éducation est principalement attribuée aux provinces et aux territoires (49.1 %) et ensuite aux établissements d'enseignement (13 %), aux particuliers (12.8 %) et aux entreprises privées (11.3 %). Cependant, au cours de la période allant de 1984-85 à 1988-89, la part des provinces et des territoires a chuté, passant d'un sommet de 56.0 % à un creux de 47.0 % en 1987-88, pour ensuite remonter légèrement l'année suivante et atteindre 49.1 %.

Voir note(s) à la fin du texte.

Août 1989

Le lecteur peut reproduire sans autorisation des extraits de cette publication à des fins d'utilisation personnelle à condition d'indiquer la source en entier. Toutefois, la reproduction de cette publication en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Groupe des programmes et produits d'édition, agent intermédiaire aux permissions, administration des droits d'auteur de la Couronne, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.



- The share of support for private enterprises, individuals and associations had a trend almost opposite to that of the provinces and territories over the same period. It went from 17.9% in 1984-85, to a high of 29.6% in 1987-88, then fell to 27.7% in 1988-89.

Growth in Spending Slows Significantly

Federal spending in support of education and training totalled \$6.7 billion in 1988-89. In the last two years, expenditure growth (less than 2% each year) has been the slowest since 1982-83. Consequently, federal spending on education and training as a percentage of Gross Domestic Product dropped from 1.3% in 1986-87 to 1.1% in 1988-89. From another perspective, however, expenditures per capita of population rose slightly from \$256 in 1986-87 to \$259 in 1988-89.

Postsecondary Education Share Declines Slightly

The postsecondary level's share of federal funding declined annually from a peak of just over 60% in 1984-85 to a low of 54.6% in 1987-88; however, it rose to 56.6% in 1988-89. Some of the major federal contributions to postsecondary programs in 1988-89 included: cash payments⁴ of \$2.4 billion to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, up 6.3% from the previous year; \$711 million for university research, \$32 million more than in 1987-88; \$332 million for the Canada Student Loans Program, up 4% from the previous year; \$128 million for military officers' postsecondary education, an increase of 7.4% from 1987-88; \$120 million for Indian and Inuit postsecondary education, 11% more than the previous year.

Vocational training, including that financed by the Canada Employment and Immigration Commission, accounted for nearly one-third of federal education expenditures. This ratio climbed every year from a low of 24.5% in 1984-85 to a high of 31.2% in 1987-88 and then dropped to 28.9% in 1988-89.

The remaining federal contributions went for elementary and secondary education. This level of education's share decreased annually since 1982-83's high of 16.5% and "bottomed out" at 13.7% in 1985-86; it rose again to 14.2% by 1986-87 and levelled off at this rate in the subsequent two years. In 1988-89, funding to elementary and secondary education included: \$577 million of direct contributions for Indian and Inuit education, up \$23 million from the previous year; \$155 million for the Official Languages in Education Program, \$13 million more than in 1987-88; \$136 million in grants to municipalities in lieu of school

- Au cours de cette même période, la tendance observée pour l'aide accordée aux entreprises privées, aux particuliers et aux associations a presqu'été à l'opposé de celle observée par les provinces et les territoires, passant de 17.9 % en 1984-85, à un sommet de 29.6 % en 1987-88, puis à un creux de 27.7 % en 1988-89.

La croissance des dépenses ralentit de façon significative

En 1988-89, les dépenses de l'administration fédérale en matière d'éducation et de formation ont atteint \$6.7 milliards. Au cours des deux dernières années, le taux de croissance des dépenses (moins de 2 % chaque année) a été le plus bas depuis 1982-83. Par conséquent, par rapport au Produit intérieur brut, les dépenses de l'administration fédérale en matière d'éducation et de formation sont passées de 1.3 % en 1986-87 à 1.1 % en 1988-89. Par ailleurs, les dépenses par habitant ont augmenté légèrement, passant de \$256 en 1986-87 à \$259 en 1988-89.

La part consacrée à l'enseignement postsecondaire diminue légèrement

Les dépenses engagées par l'administration fédérale pour l'enseignement postsecondaire ont diminué chaque année, passant d'un sommet d'un peu plus de 60 % en 1984-85 à un creux de 54.6 % en 1987-88, pour ensuite remonter à 56.6 % en 1988-89. Les principales contributions de l'administration fédérale aux programmes d'enseignement postsecondaire en 1988-89 visaient, entre autres: les paiements en espèces⁴ (\$2.4 milliards) transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, en hausse de 6.3 % par rapport à l'année précédente; la recherche dans les universités (\$711 millions, soit \$32 millions de plus qu'en 1987-88); le Programme canadien de prêts aux étudiants (\$332 millions, en hausse de 4 % par rapport de l'année précédente); l'enseignement postsecondaire aux officiers des forces armées (\$128 millions, en hausse de 7.4 % par rapport à 1987-88); et l'enseignement postsecondaire aux Indiens et aux Inuit (\$120 millions, soit 11 % de plus que l'année précédente).

La formation professionnelle, incluant celle financée par la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, comptait pour près du tiers des fonds alloués à l'éducation par le gouvernement fédéral. Chaque année, ce pourcentage a augmenté, passant d'un creux de 24.5 % en 1984-85, à un sommet de 31.2 % en 1987-88, pour ensuite chuter à 28.9 % en 1988-89.

Les autres déboursés fédéraux visaient l'enseignement primaire et secondaire. La part des dépenses consacrées à ce niveau d'enseignement, qui a atteint un sommet de 16.5 % en 1982-83, a ensuite diminué chaque année pour atteindre son plus bas niveau en 1985-86 avec 13.7 %. En 1986-87, elle s'est relevée pour atteindre 14.2 % et s'est maintenue à ce niveau au cours des deux années suivantes. En 1988-89, les fonds consacrés à l'enseignement primaire et secondaire incluaient: des contributions directes à l'enseignement aux Indiens et aux Inuit (\$577 millions, soit une hausse de \$23 millions par rapport à l'année précédente); le Programme des langues officielles dans l'enseignement (\$155 millions, soit

See footnote(s) at end of Text.

Voir note(s) à la fin du texte.

taxes, up 1.5% over last year; and \$78 million for the provision of schooling for children of armed forces personnel, up \$3 million from 1987-88.

The Canadian Jobs Strategy Program – Recipients' Shares Change

The provincial and territorial governments are the major recipients⁵ of federal funding for education. However, their share declined from a high of 56% in 1984-85 to a low of 47% in 1986-87 (amounting to \$3.1 billion). Estimates indicate that this ratio recovered to 49% in 1988-89. Cash payments⁶ to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, accounted for almost \$2.4 billion in 1988-89, about \$140 million more than the 1987-88 figure.

In 1985-86, the distribution of federal expenditures among the different recipient categories started changing significantly. Payments to the provinces and territories declined substantially as those to private enterprises and associations became larger. These shifts were a direct result of the restructuring of the Canada Employment and Immigration Commission programs. Federal contributions to private enterprises, individuals and associations climbed from about \$1 billion in 1984-85 to \$1.95 billion in 1987-88. However, 1988-89 figures show a slight decrease, to under \$1.9 billion.

The federal government's internal educational spending continued to account for a smaller proportion of funds; from 12.2% of the education and training budget in 1982-83 to 8.8% in 1986-87. It dropped further, to 8.2% in 1988-89, according to estimates. These internal expenditures included: education of inmates in federal penitentiaries and children of armed forces personnel; organizational costs of providing general and official languages training to federal employees; and administrative costs of education-related programs.

Between 12% to 14% of federal education and training funds were directly transferred to educational institutions from 1982-83 to 1988-89. These funds were mainly for sponsored research in universities, Indian and Inuit education, and reimbursements to school boards for providing education to armed forces dependents. In total dollar figures, funds transferred directly to educational institutions increased about 7% annually on average from 1982-83 to 1988-89, reaching \$873 million.

\$13 millions de plus qu'en 1987-88); les subventions aux municipalités tenant lieu de taxes scolaires (\$136 millions, soit une hausse de 1.5 % par rapport à l'année précédente); et l'enseignement aux enfants des membres des forces armées (\$78 millions, soit une hausse de \$3 millions par rapport à 1987-88).

Programme de planification de l'emploi – La part des bénéficiaires varie

Les provinces et les territoires sont les principaux bénéficiaires⁵ de l'aide fédérale au titre de l'enseignement. Cependant, la part qui leur est attribuée a diminué, passant d'un sommet de 56 % en 1984-85, à un creux de 47 % en 1986-87 (s'élevant à \$3.1 milliards). Selon certaines estimations, ce pourcentage a remonté à 49 % en 1988-89. Les paiements en espèces⁶, transférés aux provinces et territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, ont représenté près de \$2.4 milliards en 1988-89, soit environ \$140 millions de plus qu'en 1987-88.

À partir de 1985-86, le schéma de répartition des déboursés fédéraux selon le genre de bénéficiaires a été modifié de façon significative. En effet, les versements effectués aux provinces et aux territoires ont accusé une baisse marquée tandis que ceux destinés aux entreprises privées et aux associations sont devenus plus importants. Ce changement s'explique par la restructuration des programmes de formation de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada. Ainsi, l'aide financière de l'administration fédérale aux entreprises privées, aux particuliers et aux associations est passée de près de \$1 milliard en 1984-85 à \$1.95 milliard en 1987-88. Cependant, les chiffres de 1988-89 marquent une légère baisse et sont inférieurs à \$1.9 milliard.

Les dépenses internes de l'administration fédérale au titre de l'enseignement représentent une proportion de plus en plus faible, passant de 12.2 % du budget alloué à l'éducation et à la formation en 1982-83 à 8.8 % en 1986-87. Selon les estimations, cette proportion a encore diminué pour atteindre 8.2 % en 1988-89. Ces dépenses internes comprennent l'enseignement aux détenus des pénitenciers fédéraux et aux enfants des membres des forces armées, les coûts de l'organisation pour la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux, et les coûts d'administration de tous les programmes liés à l'enseignement.

De 1982-83 à 1988-89, une proportion variant entre 12 % et 14 % des fonds versés par le gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation a été transférée directement aux établissements d'enseignement. La majeure partie de ces fonds a été versée pour la recherche subventionnée dans les universités, l'enseignement aux Indiens et aux Inuit, et pour les sommes remboursées aux commissions scolaires pour l'enseignement aux personnes à la charge des membres des forces armées. Exprimé en dollars, le total des fonds transférés directement aux établissements d'enseignement a augmenté en moyenne de 7 % par année entre 1982-83 et 1988-89, pour atteindre \$873 millions.

See footnote(s) at end of Text.

Voir note(s) à la fin du texte.

Capital Funding Declines for Second Consecutive Year

Capital expenditures, which make up less than five percent of total federal spending on education and training, dropped for the fourth straight year, to \$76.5 million in 1988-89 from a peak of \$198 million in 1984-85. From 1982-83 to 1986-87, the bulk of capital funding was for elementary-secondary facilities and joint schools for Indian and Inuit education. The Skills Growth Fund Program⁷ also received a large share of capital funds during this period, but very sharp reductions in capital funding for this program translated into a significant drop in overall capital expenditures in both 1987-88 and 1988-89 (to \$109 million and \$76.5 million respectively). Spending for Indian and Inuit education was slightly less in 1987-88 and 1988-89 but still represented a very large share of capital funding in these two years.

Provincial and Territorial Distribution of Federal Funds

At the provincial and territorial levels, excluding cash payments⁸ to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, federal government expenditures in support of education rose 58.6% from approximately \$2.5 billion in 1982-83 to \$4.0 billion in 1986-87.⁹ Despite increasing less than one per cent in 1986-87, to \$36.6 million, Prince Edward Island still recorded the largest average annual growth since 1982-83 (30%); this is due to the extraordinary financial support for the construction of the Atlantic Veterinary College in this province. With the exception of the two territories, Saskatchewan and Ontario reported the slowest growth; federal contributions to each rose 10% annually on average from 1982-83 to 1986-87. The growth rate for the remaining provinces and territories as a whole was 13% annually during the same period. However, Ontario still received the largest share of federal contributions; about 30% of the total in 1986-87.

See footnote(s) at end of Text.

Les dépenses pour fins d'immobilisations diminuent pour la deuxième année consécutive

Les dépenses pour fins d'immobilisations, qui représentent moins de 5 % du total des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, ont diminué pour la quatrième année consécutive, passant d'un sommet de \$198 millions en 1984-85 à \$76.5 millions en 1988-89. De 1982-83 à 1986-87, la majeure partie des fonds pour fins d'immobilisations ont été versés pour les établissements d'enseignement primaire et secondaire et les écoles intégrées destinées aux Indiens et aux Inuit. La Caisse d'accroissement des compétences professionnelles⁷ a aussi reçu une part importante des fonds versés pour fins d'immobilisations au cours de cette période mais des réductions majeures des fonds versés à ce programme ont entraîné une chute significative de l'ensemble des dépenses pour fins d'immobilisations en 1987-88 et 1988-89 (pour s'établir, respectivement, à \$109 millions et à \$76.5 millions). En 1987-88 et en 1988-89, les fonds consacrés à l'enseignement aux Indiens et aux Inuit ont légèrement baissé mais représentent encore une part très importante des dépenses pour fins d'immobilisations versées au cours de ces deux années.

Répartition provinciale et territoriale de l'aide fédérale

À l'échelle provinciale et territoriale et en excluant les paiements en espèces⁸ transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, l'aide fédérale en matière d'éducation s'est accrue de 58.6 %, passant d'environ \$2.5 milliards en 1982-83 à \$4.0 milliards en 1986-87⁹. Bien que l'aide qui lui a été accordée n'ait augmenté que de 1 % en 1986-87, pour atteindre \$36.6 millions, l'Île-du-Prince-Édouard a encore enregistré le taux moyen de croissance annuelle le plus élevé depuis 1982-83 (30%). Cela s'explique par l'aide spéciale versée pour la construction du "Atlantic Veterinary College" dans cette province. À l'exception des deux territoires, c'est la Saskatchewan et l'Ontario qui ont connu la progression la plus lente avec chacune des contributions fédérales qui ont augmenté en moyenne de 10 % chaque année entre 1982-83 et 1986-87. Le taux de croissance annuelle pour l'ensemble des autres provinces et des territoires a été de 13 % au cours de la même période. Cependant, l'Ontario demeure la province qui a reçu la plus grande part de l'aide fédérale, soit environ 30 % du montant total en 1986-87.

Voir note(s) à la fin du texte.

Footnotes

- 1** The data in this bulletin refer to expenditures. They exclude the value of tax points vacated to the provinces and territories for postsecondary education under the Federal-Provincial Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977. As well, they exclude the value of any tax assistance resulting from tax reductions, exemptions and refunds relating to education and training.
- 2** Data which are obtained from the various departments and agencies represent actual expenditures for 1982-83 to 1986-87, budgeted amounts for 1987-88, and estimates or forecasts for 1988-89.
- 3** Excludes public debt charges. Source: *The Government Expenditure Plan, Part I, 1989-90 Estimates*.
- 4** Postsecondary education component only.
- 5** The term "recipient" is understood to represent the direct receiver of the monies but not necessarily the receiver of the benefits.
- 6** Postsecondary component only.
- 7** Administered by the Canada Employment and Immigration Commission.
- 8** Postsecondary education component only.
- 9** The analysis only covers the years 1982-83 to 1986-87 as estimated figures for 1987-88 and 1988-89 are not available by province.

Notes

- 1** Les données présentées dans ce bulletin se rapportent aux dépenses. Elles excluent la valeur des points d'impôts libérés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. De même, elles excluent la valeur de toute forme d'aide découlant des allègements fiscaux, des exemptions et des remboursements de taxes reliés à l'éducation et à la formation.
- 2** Les données qui ont été obtenues des différents ministères et organismes représentent les dépenses réelles de 1982-83 à 1986-87, les sommes prévues au budget de 1987-88 et des estimations ou prévisions pour 1988-89.
- 3** A l'exclusion des intérêts de la dette publique. Source: *Plan de dépenses du gouvernement, Partie 1, 1989-1990, Budget des dépenses*.
- 4** Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.
- 5** Le terme "bénéficiaire" désigne ici l'entité qui touche directement les fonds, il ne s'agit pas nécessairement de celle qui bénéficie de l'avantage.
- 6** Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.
- 7** Caisse administrée par la Commission de l'Emploi et l'Immigration du Canada.
- 8** Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.
- 9** Cette analyse ne porte que sur les années 1982-83 à 1986-87 étant donné que les estimations de 1987-88 et de 1988-89 ne sont pas encore disponibles pour chacune des provinces.

TABLE 1. Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and Related to Selected Socio-economic Indicators, Canada and Foreign, 1982-83 to 1988-89

TABLEAU 1. Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon le niveau d'enseignement et par rapport à certains indices socio-économiques, Canada et étranger, 1982-83 à 1988-89

Level of education Niveau d'enseignement		1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88P	1988-89e
Elementary and secondary - Elémentaire et secondaire	\$'000 %	705,011 16.5	761,135 14.9	841,901 15.1	855,751 13.7	919,349 14.2	933,218 14.2	974,971 14.5
Postsecondary - Postsecondaire	\$'000 %	2,399,671 56.0	3,082,964 60.3	3,376,086 60.4	3,506,564 56.0	3,543,584 54.7	3,595,288 54.6	3,792,679 56.6
Vocational - Formation profes- sionnelle	\$'000 %	1,178,942 27.5	1,264,598 24.8	1,369,011 24.5	1,892,793 30.3	2,017,169 31.1	2,057,104 31.2	1,934,494 28.9
Total expenditures - Dépenses totales	\$'000 %	4,283,624 100.0	5,108,697 100.0	5,586,998 100.0	6,255,108 100.0	6,480,102 100.0	6,585,610 100.0	6,702,144 100.0
Per capita of population ¹ - Par habitant ¹	\$	174	206	224	249	256	257	259
As a % of GDP ² - En % du PIB ²	%	1.1	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2	1.1

¹ The population is as of June 1st.

¹ La population est celle du 1^{er} juin.

² GDP is on a calendar year basis.

² Le PIB est sur la base de l'année civile.

TABLE 2. Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Type of Recipient, Canada and Foreign, 1982-83 to 1988-89

TABLEAU 2. Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le genre de bénéficiaire, Canada et étranger, 1982-83 à 1988-89

Type of recipient Genre de bénéficiaire	1982-83		1983-84		1984-85		1985-86		1986-87		1987-88P		1988-89e	
	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
Governments - Gouvernements														
Federal (internal) - Fédéral (intérieur)	522,168	12.2	546,478	10.7	562,787	10.1	556,537	8.9	569,284	8.8	572,217	8.7	550,937	8.2
Provincial/ Territorial	2,252,581	52.5	2,853,918	55.8	3,129,178	56.0	3,155,368	50.5	3,068,105	47.4	3,095,824	47.0	3,286,616	49.1
Municipal	103,286	2.4	115,534	2.3	136,169	2.4	119,683	1.9	123,618	1.9	134,095	2.0	136,150	2.0
Foreign - étranger	-	-	-	-	58	--	85	--	124	--	98	--	2	--
Sub-total - Sous-total	2,878,035	67.1	3,515,930	68.8	3,828,190	68.5	3,831,873	61.3	3,761,131	58.1	3,802,234	57.7	3,973,705	59.3
Educational institu- tions - Établis- sements d'ensei- gnement														
Public - Publics	578,697	13.5	681,522	13.3	744,867	13.3	772,160	12.3	802,587	12.4	830,642	12.6	867,064	12.9
Private - Privés	2,274	0.1	5,232	0.1	16,336	0.3	12,411	0.2	8,641	0.1	6,543	0.1	6,239	0.1
Sub-total - Sous-total	580,971	13.6	686,754	13.4	761,203	13.6	784,571	12.5	811,228	12.5	837,185	12.7	873,303	13.0
Private enterprises - Entreprises privées	104,929	2.5	127,005	2.5	152,464	2.8	656,797	10.5	799,834	12.3	844,124	12.8	755,914	11.3
Individuals - Particu- liers	643,356	15.0	694,656	13.6	743,596	13.3	826,039	13.2	906,416	14.0	891,612	13.6	857,708	12.8
Associations	76,333	1.8	84,352	1.6	101,545	1.8	156,028	2.5	201,493	3.1	210,455	3.2	241,514	3.6
Sub-total - Sous-total	824,618	19.3	906,013	17.7	997,605	17.9	1,638,864	28.2	1,907,743	29.4	1,946,191	29.6	1,855,136	27.7
Total expenditures - Dépenses totales	4,283,624	100.0	5,108,697	100.0	5,586,998	100.0	6,255,108	100.0	6,480,102	100.0	6,585,610	100.0	6,702,144	100.0

-- Amounts too small to be expressed. -- Nombres infimes.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

P Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.

e Estimates figures. - Chiffres estimés.

TABLE 3. Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and by Type of Expenditure, Canada and Foreign, 1982-83 to 1988-89

TABLEAU 3. Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le niveau d'enseignement et selon le genre de dépenses, Canada et étranger, 1982-83 à 1988-89

Level of education	Elementary and secondary		Post-secondary		Vocational expenditures	Total expenditures
	Élémentaire et secondaire	Post-secondaire	Formation professionnelle	Dépenses totales		
thousands of dollars - milliers de dollars						
1982-83:						
Operating - Fonctionnement	650,292	2,398,210	1,147,791			4,196,293
Capital - Immobilisations	54,719	1,461	31,151			87,331
Total	705,011	2,399,671	1,178,942			4,283,624
1983-84:						
Operating - Fonctionnement	693,410	3,080,459	1,218,944			4,992,813
Capital - Immobilisations	67,725	2,505	45,654			115,884
Total	761,135	3,082,964	1,264,598			5,108,697
1984-85:						
Operating - Fonctionnement	762,927	3,362,766	1,262,826			5,388,519
Capital - Immobilisations	78,974	13,320	106,185			198,479
Total	841,901	3,376,086	1,369,011			5,586,998
1985-86:						
Operating - Fonctionnement	767,992	3,468,383	1,836,928			6,073,303
Capital - Immobilisations	87,759	38,181	55,865			181,805
Total	855,751	3,506,564	1,892,793			6,255,108
1986-87:						
Operating - Fonctionnement	837,698	3,513,642	1,994,123			6,345,463
Capital - Immobilisations	81,651	29,942	23,046			134,639
Total	919,349	3,543,584	2,017,169			6,480,102
1987-88P:						
Operating - Fonctionnement	862,361	3,579,305	2,034,651			6,476,317
Capital - Immobilisations	70,857	15,983	22,453			109,293
Total	933,218	3,595,288	2,057,104			6,585,610
1988-89P:						
Operating - Fonctionnement	911,347	3,789,598	1,924,671			6,625,616
Capital - Immobilisations	63,624	3,081	9,823			76,528
Total	974,971	3,792,679	1,934,494			6,702,144

P Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.

e Estimates figures. - Chiffres estimés.

TABLE 4. Federal Government Expenditures* in support of education and training, by province and territory, and percent, 1982-83 to 1986-87

TABLEAU 4. Dépenses du gouvernement fédéral* au titre de l'éducation et de la formation, selon la province et le territoire, et pourcentage, 1982-83 à 1986-87

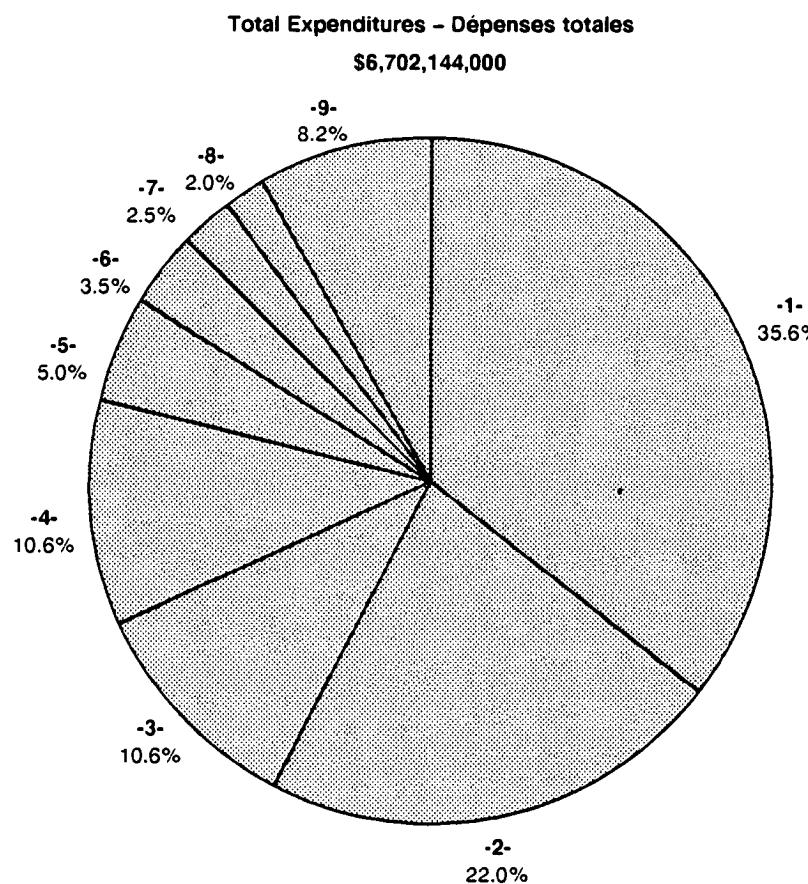
	Nfld	P.E.I.	N.S.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B. C.	Yukon	N.W.T.	Total provinces and territories
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.						Alb.			
1982-83	50,353	12,985	95,155	78,705	581,376	814,215	165,087	167,661	225,917	299,352	7,194	7,398	2,505,398
%	2.0	0.5	3.8	3.1	23.2	32.5	6.6	6.7	9.0	12.0	0.3	0.3	100.0
1983-84	54,051	15,978	108,634	94,752	628,536	892,249	178,440	172,591	253,064	330,829	6,715	11,668	2,747,507
%	2.0	0.6	4.0	3.4	22.9	32.5	6.5	6.3	9.2	12.0	0.2	0.4	100.0
1984-85	72,971	18,714	127,286	99,006	679,538	937,518	219,156	196,435	293,045	347,568	8,448	11,723	3,011,408
%	2.4	0.6	4.2	3.3	22.6	31.1	7.3	6.5	9.7	11.6	0.3	0.4	100.0
1985-86	112,460	36,321	176,142	135,212	880,483	1,099,626	250,804	208,445	349,573	426,369	7,933	11,749	3,695,117
%	3.0	1.0	4.8	3.7	23.8	29.8	6.8	5.6	9.5	11.5	0.2	0.3	100.0
1986-87	118,117	36,619	168,848	139,324	913,984	1,194,961	273,240	246,837	389,185	484,044	6,070	3,132	3,974,361
%	3.0	0.9	4.2	3.5	23.0	30.1	6.9	6.2	9.8	12.2	0.1	0.1	100.0

* Cash payments to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act 1977, are excluded in this table.

• Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, sont exclus de ce tableau.

Percentage Distribution of Federal Government Expenditures in Support of Education and Training by Major Programs, Canada and Foreign, 1988-89

Répartition en pourcentage des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon les principaux programmes, Canada et étranger, 1988-89



- 1- Established Program Financing; cash payments¹
Financement des programmes établis; paiements en espèces¹
- 2- Canadian Jobs Strategy Program
Programme de planification de l'emploi
- 3- Direct support for University Research²
Aide directe à la recherche universitaire²
- 4- Education and Vocational Training of Indians and Inuit
Éducation et formation professionnelle des Indiens et Inuit
- 5- Canada Student Loans Program
Programme canadien de prêts aux étudiants

- 6- Official Languages in Education Program
Programme des langues officielles dans l'enseignement
- 7- General and Official Languages Training to Federal Employees
Formation générale et enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux
- 8- Grants in Lieu of School Taxes
Subventions tenant lieu de taxes scolaires
- 9- Other Programs
Autres programmes

¹ Cash payments in respect of postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977.

¹ Paiements en espèces pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé.

² Includes amounts directed to individuals for education support.

² Comprends des montants aux particuliers pour l'aide à l'éducation.

Explanatory Notes

1. The data in this bulletin were collected through surveys conducted in February 1984, September 1985, April 1986, January 1987 and March 1988. The population surveyed consists of the federal departments and agencies listed in Schedules A and B of the financial Administration Act (FAA) and mentioned in Section 1, Parts 1 and 2, of the Public Service Staff Relations Act (PSSRA).
2. "Education and Training" is defined as formal education, training and research in education institutions, federally sponsored training in private enterprises, and general training and official languages instruction offered to federal employees.
3. When the Education, Culture and Tourism Division of Statistics Canada presents total consolidated education expenditures by source of funds (as in Catalogue Nos. 81- 208, 81-220 or 81-229), federal cash payments to the provinces and territories in respect of postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, as well as funds transferred to provinces and territories under the Official Languages in Education Program, are included with provincial and territorial government expenditures, rather than with federal expenditures. Statistics Canada has no information on what proportion of these funds is actually spent on education. For more information on the financing arrangements under these two programs, please refer to "Financial Statistics on Education", Catalogue 81-208.

Notes explicatives

1. Les données de ce bulletin ont été recueillies au moyen de cinq enquêtes qui ont été réalisées respectivement en février 1984, en septembre 1985, en avril 1986, en janvier 1987 et en mars 1988. La population visée par l'enquête comprend les ministères et organismes fédéraux énumérés aux annexes A et B de la Loi sur l'administration financière (LAF) et ceux mentionnés à l'article 1, Parties 1 et 2 de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique (LRTFP).
2. Le terme "éducation et formation" est défini comme étant l'enseignement régulier, la formation et la recherche dans les établissements d'enseignement, les programmes fédéraux de formation en entreprise, ainsi que la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux.
3. Il est à noter que lorsque la Division de l'éducation, de la culture et du tourisme de Statistique Canada présente les dépenses consolidées au titre de l'enseignement par source de fonds (comme dans les publications 81-208, 81-220 ou 81-229), les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé, de même que les versements pour le Programme des langues officielles dans l'enseignement sont inclus dans les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et non dans les dépenses fédérales. Statistique Canada ne détient pas d'information sur la proportion de ces fonds effectivement dépensés pour l'enseignement. Pour obtenir plus de renseignements sur les ententes financières conclue en vertu de ces deux programmes, veuillez vous reporter à la publication "Statistiques financières de l'éducation, no 81-208 au catalogue".

Statistics Canada Library
Bibliothèque Statistique Canada



1010055571